



**HAL**  
open science

# Un aperçu du processus d'émancipation nationale norvégienne dans la seconde moitié du XIXème siècle (1859-1905)

Aladin Larguèche

► **To cite this version:**

Aladin Larguèche. Un aperçu du processus d'émancipation nationale norvégienne dans la seconde moitié du XIXème siècle (1859-1905). *Revue d'histoire nordique = Nordic historical review*, 2007, 3, pp.75-92. hal-00180694

**HAL Id: hal-00180694**

**<https://hal.science/hal-00180694v1>**

Submitted on 19 Oct 2007

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Un aperçu du processus d'émancipation nationale norvégienne dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle (1859-1905) : aspects politiques et culturels du nationalisme norvégien**

Des trois pays scandinaves, la Norvège est certainement celui qui connaît, depuis plus d'un siècle, le mouvement national le plus vigoureux, ou du moins celui dont les traductions politiques sont les plus radicales. Aujourd'hui encore, cette « spécificité » norvégienne explique dans une très large mesure pourquoi il s'agit du seul pays européen à avoir refusé, par deux fois, une adhésion aux institutions communautaires européennes, en 1972 et 1994<sup>1</sup>. En lui-même, ce fait constitue un indice évident du fort particularisme de la société norvégienne et d'une mémoire historique spécifique. Plus globalement, le fait national imprègne fortement l'ensemble de la vie sociale et culturelle du royaume depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, tout comme il influence fortement le champ historiographique. L'école historique norvégienne naît au début du XIX<sup>e</sup> siècle, et la tendance nationaliste l'y emporte clairement. Ainsi, Rudolf Keyser (1803-1864) et Peter Andreas Munch (1810-1863) tentent de s'appuyer sur l'histoire ancienne et médiévale de la Norvège, afin de démontrer la spécificité de leur nation, mais aussi sa grandeur et les raisons de sa décadence à la fin du Moyen Age. De la même manière, Ernst Sars (1835-1917) focalise son attention sur le peuple et la nation norvégienne, pour tenter de mettre en évidence la continuité profonde de l'identité nationale norvégienne depuis le Moyen Age. L'histoire norvégienne évoluerait, selon Sars, vers un but précis : la liberté, l'émancipation progressive de l'individu et de la nation, ainsi que la construction de l'individualité historique de la Norvège<sup>2</sup>.

Cependant, cette propension à évoquer le fait national, ne concerne pas les seuls fondateurs de la tradition historiographique norvégienne : elle occupe en fait une large partie du champ social et culturel norvégien. La grande affaire du XIX<sup>e</sup> siècle est sans aucun doute la construction nationale<sup>3</sup>. Qu'est-ce qui distingue les Norvégiens des autres peuples, et particulièrement des autres peuples scandinaves ? Qu'est ce qui peut être considéré comme typiquement norvégien ? Quelles sont les meilleures conditions capables de créer et de renforcer un sentiment d'appartenance à une communauté nationale et à des institutions politiques communes ? Ces questions occupent non seulement l'essentiel du débat public norvégien tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, mais elles se traduisent par la mise en œuvre de plusieurs projets de construction nationale<sup>4</sup>, dont on donnera ici un aperçu non exhaustif, afin de dégager les spécificités du mouvement national norvégien avant 1905. Les angles d'approche permettant d'aborder cette question sont multiples. Sans remettre en cause cette multiplicité, on privilégiera dans cette étude les aspects culturels et politiques, qui sont de bons révélateurs du particularisme norvégien.

### Le principe de conservatisme constitutionnel entre 1814 et 1871

Sur le plan institutionnel, les évolutions sont peu importantes entre 1815 et 1869. Suite à la promulgation de l'Acte d'Union, la Norvège reçoit un gouverneur de nationalité suédoise, mais conserve sa monnaie et sa banque, ainsi qu'un pavillon de commerce propre. Le pouvoir de déclarer la guerre est soumis à l'approbation du gouvernement norvégien, et le *Storting* conserve son pouvoir de naturalisation. En revanche, elle n'a pas la maîtrise de ses affaires extérieures, qui restent l'apanage du roi et de son gouvernement suédois. La tradition paternaliste de la monarchie suédoise, et plus globalement le fait que la Constitution suédoise de 1809 accorde au roi un leadership politique incontestable en sont probablement la raison. La réponse du *Storting* se borne donc à une défense obstinée du *statu quo* constitutionnel et les années 1830-1850 sont celles d'une stabilisation des équilibres politiques au sein de

l'Union, si l'on excepte les polémiques autour de la célébration du 17 mai, qui devient définitivement le jour de fête nationale après la très symbolique « *bataille du marché* » de 1829.

À partir de la mort d'Oscar I<sup>er</sup> et de l'accession au trône de Charles XV en 1859, des difficultés plus sérieuses se font jour dans la relation entre les deux royaumes scandinaves. Le nouveau roi est un personnage chevaleresque, obnubilé par l'idée de faire de la Suède une grande puissance européenne. Dans cette perspective, il pousse à l'idée de réformer l'Acte d'Union entre les deux pays, en faveur de la Suède, afin de renforcer éventuellement le poids des Scandinaves dans les affaires européennes. Par ailleurs, le mouvement scandinaviste, qui connaît un apogée dans les années 1840, peut servir d'appui idéologique efficace pour cette politique. En 1865, un comité de révision bipartite de l'Acte d'Union est institué ; il achève son travail en 1867. Le débat sur les conclusions de ce comité a lieu en 1871 au *Storting*. Pour les cercles conservateurs, en particulier le professeur de droit Torkel Halvorsen Aschehoug, un nouvel Acte d'Union selon les lignes établies par le comité est la meilleure garantie en faveur de l'indépendance nationale, tandis que pour le chef des radicaux et des paysans au *Storting*, Johan Sverdrup, il représenterait une contrainte pour l'avenir du pays, notamment parce qu'il entérine le choix systématique d'un Suédois comme ministre des Affaires Étrangères de l'Union, ce qui contrevient à l'exigence norvégienne d'égalité de traitement des deux royaumes. La proposition du comité est rejetée à 92 voix contre 17, alors même qu'elle a déjà été acceptée par le roi et le gouvernement<sup>5</sup>. L'échec de ce comité de révision semble, à court terme, compromettre toute possibilité de réforme sérieuse ; il contribue par ailleurs à affaiblir le courant unioniste et scandinaviste, et à renforcer au contraire les partisans de l'indépendance<sup>6</sup>.

#### Vers un système parlementaire et démocratique : 1869-1898

Deux années avant l'échec final de la réforme de l'union suédo-norvégienne, Charles XV promulgue la loi, qui instaure les sessions annuelles du *Storting* : auparavant, l'assemblée nationale norvégienne ne pouvait se réunir que tous les trois ans. De toute évidence, cette modification du système institutionnel participe à la montée en puissance du législateur norvégien au cours des années 1870. En 1870, les deux principaux chefs politiques norvégiens, Ole Gabriel Ueland (chef de file des paysans) et Anton Martin Schweigaard (qui représente l'aile conservatrice des fonctionnaires), décèdent, ce qui contribue à faire évoluer le rapport de forces au sein des institutions norvégiennes. Johan Sverdrup, le chef du *parti des avoués* (en fait, un groupement libéral de gauche), parvient à rallier les paysans à l'idée d'une réforme plus approfondie des institutions, ce qui contribue également à faire du *Storting* une assemblée plutôt radicale, peu suspecte de sentiments unionistes, et en tous les cas plutôt méfiante à l'égard du gouvernement conservateur de Fredrik Stang.

Pour Sverdrup, le principal biais par lequel le *Storting* peut légitimement asseoir sa prédominance face au gouvernement, réside dans le vote d'une loi obligeant les ministres au débat dans l'arène parlementaire, ce qui doit, en théorie, donner une garantie juridique au principe de responsabilité des ministres. À trois reprises, en 1873, 1876 et 1879, la loi se voit refusée la sanction royale, sous l'influence de Stang. Or, si la Constitution d'Eidsvoll est claire en ce qui concerne le veto royal dans le domaine de la loi ordinaire, elle ne précise pas clairement si les lois de nature constitutionnelle sont soumises au même type de veto (ce qui reviendrait, auquel cas, à accorder au roi suédois une prééminence sur l'ordre constitutionnel national.) Sverdrup utilise ce vide juridique afin de mettre en cause la légalité constitutionnelle du veto royal. Symboliquement, le *Storting* promulgue la loi alors même

qu'elle n'est acceptée ni par le roi, ni par le gouvernement de Fredrik Stang : celui-ci démissionne en 1880, et Oscar II nomme à sa place Christian Selmer, un fonctionnaire au loyalisme irréprochable. Dès lors, l'affaire débouche sur une grave crise politique, qui menace l'équilibre des institutions et la paix civile<sup>7</sup>. L'intervention de la Cour Suprême est inévitable, dans la mesure où toute entente entre l'exécutif et le législatif a disparu. Sverdrup ne manque pas de faire de sa lutte politique une affaire d'honneur national. Afin de donner à sa cause une légitimité populaire, il attend les élections de 1882, qui donnent lieu à des débats très vifs dans tout le pays, et dénonce le veto d'un roi étranger pour enflammer le patriotisme de l'opinion ; il dénonce pareillement le conservatisme des classes âgées, enfin, il obtient le soutien des écrivains et intellectuels de la nouvelle génération. Sa victoire est sans appel. Il peut alors avoir recours à la Cour Suprême norvégienne<sup>8</sup>. En février 1884, celle-ci condamne Selmer et son gouvernement à la destitution, dans la mesure où ce dernier refuse de faire sanctionner la loi sur la responsabilité ministérielle déjà votée à trois reprises, mais toujours refusée par le roi et son gouvernement. Cet acte juridique est en premier lieu l'affirmation univoque de la prééminence du *Storting* comme gardien de la Constitution norvégienne, au détriment du roi. Il permet également une reconnaissance de la légalité de la responsabilité ministérielle dans l'ordre constitutionnel national. Obstiné, le roi Oscar II nomme Christian Schweigaard, un autre juriste conservateur ; le Parlement norvégien menace alors immédiatement d'user de son nouveau droit de contrôle et d'audition d'un membre du gouvernement, et de faire à nouveau appel à la Cour Suprême. Le roi cède, et Sverdrup devient Premier ministre en juin 1884. Le *Storting* sort vainqueur de l'épreuve de force avec le pouvoir exécutif.

L'introduction du parlementarisme provoque une mutation évidente du système politique, en imposant notamment l'organisation des groupes du Parlement en partis politiques modernes, à gauche aussi bien qu'à droite. L'instauration du suffrage universel en 1898 achève de donner à la démocratie norvégienne sa forme contemporaine. L'exigence démocratique est un phénomène totalement lié à l'exigence nationale, davantage en Norvège que dans les autres pays scandinaves (Danemark et Suède) où la problématique de l'indépendance ne se pose pas. Le système institutionnel qui instaure une assemblée nationale norvégienne élue, tandis que le pouvoir exécutif est dans les mains du roi suédois et de son gouvernement, explique cette coïncidence entre intérêt national et intérêt public. Ainsi, les événements qui caractérisent la lutte en faveur d'un authentique système parlementaire (finalement instauré en 1884) sont autant d'expressions de cette lutte nationale. Logiquement, les épreuves de force semblent se multiplier entre la Norvège et la Suède, car l'introduction du parlementarisme dans les années 1880 ne contribue pas, loin de là, à la détente.

### Les dernières années de l'Union suédo-norvégienne

En 1891, le Premier ministre conservateur Emil Stang tente de négocier un arrangement avec les Suédois sur la délicate négociation concernant la responsabilisation de la Norvège dans sa politique extérieure : une réévaluation des modalités d'union s'impose en effet, car l'assemblée nationale suédoise (*Riksdag*) acquiert, en 1885, une influence plus importante sur la politique étrangère de l'Union, à la faveur d'une évolution plus marquée vers le parlementarisme<sup>9</sup>. Cette question occupe finalement le devant de la scène pendant les années 1890 : les affaires extérieures sont le seul domaine notable où les Norvégiens sont largement dépendants de la Suède, et ne participent que symboliquement à l'élaboration de celle-ci<sup>10</sup>. Les tensions entre les deux royaumes se focalisent plus particulièrement sur l'éventualité d'octroyer à la Norvège un réseau consulaire propre, question importante pour un pays dont les navires parcourent les mers du monde. À partir de 1899, l'absence de résultats sur cette

question institutionnelle tend à discréditer les cabinets ministériels successifs, alors que le pays doit faire face à de sérieuses difficultés commerciales entre 1899 et 1900. Le juriste et armateur Christian Michelsen devient Premier ministre lorsque le cabinet Hagerup échoue dans un processus qui semble de moins en moins convaincant<sup>11</sup>. Oscar II étant vieilli et malade, Christian Michelsen poursuit les négociations avec le prince-héritier Gustave au mois de mai 1905 : mais les deux parties semblent de plus en plus convaincues de l'impossibilité de concilier des points de vue radicalement antagonistes. Les Suédois sont particulièrement attachés à la cohérence d'une politique extérieure centralisée à Stockholm. Le 27 mai 1905, Oscar II refuse en effet de contresigner la loi consulaire, obligeant le gouvernement Michelsen à la démission.

Dans ses tractations avec les Suédois, le rôle de Michelsen est souvent mis en valeur, à raison. Mais les négociations qui ont lieu avec le prince-héritier Gustave sont largement responsables du règlement pacifique de la dissolution de l'Union : ce dernier est en effet très préoccupé par l'expansionnisme russe, ce qui rend à ses yeux, la question consulaire norvégienne accessoire, dans le contexte d'instabilité internationale<sup>12</sup>. Mais la prégnance de ce contexte permet également de comprendre pourquoi la question de la politique extérieure de l'Union devient un enjeu dramatique dans ces années-là. Quoiqu'il en soit, le refus du roi Oscar II annonce clairement le début de la séparation norvégienne. À la suite de la démission du cabinet Michelsen et de réunions secrètes du Parlement, la déclaration de Carl Berner, président du *Storting* évoque la nécessité d'assurer la continuité juridique de l'État norvégien :

*« Étant donné que les ministres ont abandonné leur fonction, étant donné que Sa Majesté le Roi s'est déclarée dans l'incapacité de nommer un nouveau gouvernement pour le pays et que, en conséquent, le pouvoir royal constitutionnel n'est pas en activité, le Parlement habilite les membres du cabinet aujourd'hui déchu à exercer l'autorité attribuée au roi, en accord avec la constitution du royaume de Norvège et des lois en vigueur, avec les changements qui s'imposent, étant compris que l'association avec le royaume suédois est dissoute, en conséquence du fait que le roi a cessé de régner en tant que roi de Norvège. »<sup>13</sup>*

Ce coup de force juridique permet d'enclencher un processus de séparation auquel toutes les parties sont résignées. L'explorateur Fridtjof Nansen résume ainsi l'affaire :

*« Ce qui s'est passé hier ne pouvait plus être évité. La Couronne était obligée de refuser sa sanction à la loi consulaire. Dans le cas contraire, elle aurait perdu la Suède. Nous comprenons ceci sans amertume. Mais aucun Norvégien ne peut prendre la responsabilité d'une décision de cette espèce contre la volonté unanime de la Nation et contre la Constitution, qui ne reconnaît pas de roi sans gouvernement responsable. La Couronne s'est par conséquent neutralisée elle-même en se révélant dans l'incapacité de former un nouveau ministère, et comme le pays ne peut pas rester sans gouvernement, le pas franchi hier s'avérait impérieusement nécessaire. Comme il n'y a pas de retour en arrière possible, notre espoir est que le peuple suédois comprendra qu'il s'agit là de la meilleure solution à la présente crise, et que c'est la seule manière d'assurer un avenir heureux à nos deux nations [...] nous nourrissons bon espoir dans ce que le présent fait accompli ne rencontrera pas de protestation à l'étranger [...] J'ajouterai qu'il n'y a aucune antipathie contre la Suède et la Maison royale, ce que nous pouvons clairement prouver par notre désir de voir un prince de la Maison Bernadotte sur le trône norvégien. »<sup>14</sup>*

Suite à ce coup d'éclat s'impose naturellement la nécessité de faire reconnaître le nouvel état de fait par l'ensemble des États européens, y compris par la Suède, comme le mentionne Nansen. L'explorateur évoque par ailleurs le plan originel de Michelsen, qui était de confier la Couronne norvégienne à un prince de la Maison Bernadotte. Mais Oscar II doit prendre garde à ménager le nationalisme de ses sujets suédois, échaudés par l'audace norvégienne, et préfère s'assurer de leur fidélité envers sa Maison : il refuse l'offre norvégienne. Quant aux grandes puissances, soucieuses d'éviter un conflit en Scandinavie, alors que les rivalités coloniales et la montée des nationalismes menacent les équilibres européens, elles appuient clairement une

sortie de crise pacifique. Le 13 août, un référendum est convoqué, et se traduit par une écrasante majorité en faveur de l'indépendance. En dépit de quelques manœuvres militaires, la conférence de Karlstad (septembre 1905) organise les modalités de la dissolution de l'Union (neutralisation de la frontière et démolition des forteresses norvégiennes...) Après un dernier référendum sur la forme du nouvel État, le prince Charles de Danemark est élu roi de Norvège par le *Storting*, le 18 novembre 1905, sous le nom de Haakon VII.

### Le nationalisme norvégien au service de projets culturels concurrents

L'interprétation que Nansen donne de ces événements est intéressante à plusieurs égards, notamment parce qu'elle révèle un état d'esprit qui semble général parmi les Norvégiens : le sentiment qu'il n'est pas possible de revenir en arrière, et que la nouvelle indépendance norvégienne relève d'une destinée nationale, d'une téléologie. L'indépendance reste l'idéal d'une nation qui, durant tout le siècle, s'emploie à justifier son existence et à construire une identité propre. Dans ce processus, comme c'est souvent le cas dans d'autres « petites nations » d'Europe, les élites culturelles jouent naturellement un rôle de premier plan, qui se manifeste de diverses manières.

Traditionnellement, les Norvégiens attribuent au mouvement romantique national une empreinte profonde et évidente dans ce processus de construction identitaire, dès les années 1830, ce qui correspond très largement à la réalité. Largement danisée pendant l'époque moderne, la Norvège s'engage dans un mouvement qui doit favoriser l'éveil de sa conscience nationale, via le développement d'une culture norvégienne. Mais le romantisme national, en dépit de son influence majeure, n'est pas le seul mouvement susceptible de favoriser l'éveil national, car la question nationale implique l'ensemble du champ social et politique, et bénéficie d'un fort pouvoir de résonance dans la société norvégienne. Ainsi, pour l'historien Jens Arup Seip, le nationalisme est à l'image de toutes les idéologies, et doit, à ce titre, être abordé de manière totalement objective : Seip estime entre autres que, depuis 1814, les élites norvégiennes auraient utilisé le pouvoir du nationalisme pour favoriser le consensus social et défendre l'autonomie d'institutions encore jeunes.

*« Le sentiment national est le motif de substitution le plus typique. Il a des caractéristiques qui le rendent parfait pour ce rôle. Il est facile à admettre, facile à exprimer. Il a un effet stimulant sur les activités de tout un chacun. Il s'enracine aisément, et devient tout aussi facilement une cause déterminante, particulièrement chez les jeunes. <sup>15</sup> »*

L'historien norvégien souligne la force mystificatrice de l'idéologie nationale, qui favorise ainsi l'acceptation par la population d'un objectif final, constituant une réponse aux besoins des divers groupes sociaux (en l'occurrence, l'indépendance.) En outre, elle permettrait la perpétuation d'un groupe d'élite au sein des institutions de pouvoir, sous couvert de parvenir à atteindre cet objectif. Cette analyse matérialiste présente l'intérêt d'attribuer une fonction sociale et politique centrale à l'idée nationale. Elle permet également de comprendre en quoi les évolutions historiques de la Norvège contemporaine peuvent être abordées sous le prisme d'une concurrence entre divers projets nationaux, qui poursuivent peu ou prou des objectifs similaires, mais qui sont distincts de par leurs contenus et de par leurs méthodes. Cette approche est notamment défendue par Øystein Sørensen, dans son ouvrage *Le Combat sur l'âme norvégienne*<sup>16</sup>. En outre, elle permet de comprendre pourquoi le décalage entre réformisme et radicalisme, qui différencie la plupart de ces projets, renvoie à un antagonisme qui n'est pas simplement intellectuel : il s'agit d'un décalage social, politique et économique, qui est à l'origine d'une tension entre des projets élitaires concurrents, revendiquant, avec plus ou moins de succès, une position hégémonique. Cette tension entre pôles antagonistes (centre

/ périphérie ; droite / gauche...) est une constante de l'histoire contemporaine norvégienne ; c'est pourquoi elle peut constituer une perspective intéressante pour analyser les ressorts du fait national dans ce pays.

### La stratégie réformatrice : le Cercle de l'Intelligence et le romantisme national

À partir des années 1830, un groupe d'étudiants et de jeunes intellectuels se regroupent dans un réseau informel connu sous le nom de *Cercle de l'Intelligence*, qui publie un journal à partir de 1836, le *Constitutionnel*. Ce groupe, lié à l'Université, et dont les membres sont par conséquent destinés au service de l'État, est à l'origine d'un projet de modernisation nationale, qui a la prétention de prendre le relais de la vieille élite des fonctionnaires, elle-même étant à l'origine de la restauration politique de 1814. Selon ses détracteurs, cette vieille élite ne parvient pas à imprégner l'activité politique d'une force de mouvement suffisante, se contentant d'une gestion routinière de l'État. Les juristes Anton Martin Schweigaard et Fredrik Stang, l'historien Peder Andreas Munch et le poète Johan Sebastian Welhaven sont les figures les plus connues de ce cercle intellectuel, dont les idées sont fortement inspirées par le rationalisme et le cosmopolitisme des Lumières. Dans les années 1840, ils parviennent à conquérir la sphère politique : ainsi, Fredrik Stang est notamment Ministre de l'Intérieur en 1845, puis chef du gouvernement de 1862 à 1880. Anton Martin Schweigaard est quant à lui le chef de la majorité conservatrice des fonctionnaires au *Storting*, de 1842 à 1870. La marque la plus évidente de leur action tient dans le développement économique et matériel que connaît le pays entre 1830 et 1870, et qui est intimement lié à une morale sociale de développement global de la nation, condition indispensable de son progrès culturel : « *Soyons fiers de ce que nous pouvons devenir, et non pas de ce que nous sommes* », aurait dit Schweigaard.

Le libéralisme économique est l'un des principaux outils de ce développement ; la construction de chemins de fer, l'amélioration des réseaux postaux, le développement des infrastructures en général sont d'autres investissements majeurs qui contribuent puissamment à l'intégration nationale de la Norvège dans les années 1850. Mais au-delà de ce projet social et économique, le projet de l'*Intelligence* est complémentaire du projet national romantique, qui se développe dans la sphère académique, littéraire et artistique entre 1840 et 1860<sup>17</sup>, et qui crée un mythe originel norvégien : la nature, l'histoire norvégienne, le folklore norvégiens sont célébrés dans les peintures d'Adolph Tidemand, la musique d'Edvard Grieg, les premières pièces de théâtre de Henrik Ibsen, les contes d'Asbjørnsen et Moe. Dans cette mythologie, la figure sociale du paysan devient celle qui, par essence, est dépositaire de l'identité norvégienne la plus authentique, alors que la culture urbaine est supposée continentale, étrangère, donc menaçante pour la nation.

Dans une étude historique de 1839, l'historien Rudolf Keyser reprend une théorie selon laquelle la Scandinavie a été originellement occupée par une tribu venue de l'Est par le Nord de la Norvège, immigrant par la suite vers la Suède et le Danemark. Dans ces pays, ces éléments se seraient mêlés à des éléments méridionaux gothiques, ce qui ferait des Norvégiens le seul peuple pur originel du Nord de l'Europe : les Norrois<sup>18</sup>. Cette théorie est centrale dans la construction identitaire norvégienne, bien qu'elle soit tout à fait contestable sur le plan scientifique. En premier lieu, elle sert de caution scientifique dans le débat concernant les sagas norroises et l'Edda. Ces joyaux de la littérature médiévale seraient alors, non plus le patrimoine commun de la Scandinavie, mais le seul apanage des Norvégiens, l'Islande ayant été occupée et peuplée par les Norvégiens au cours du Moyen Âge. Plus largement, ce postulat place les Norvégiens au sommet de la hiérarchie des peuples du Nord.

De ce fait, il contribue à l'installation d'une perception ethnique de la nation norvégienne, dans laquelle l'influence des idées de Herder est apparente : l'étranger est susceptible de dénaturer le génie national et le corps social. Comme ailleurs en Europe, cette perception contribue à l'émergence de théories racistes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, sous l'influence du darwinisme social.

Toutefois, cette perception ethnique n'est pas la seule produite par le mouvement romantique. Ainsi, le poète Welhaven, proche des conservateurs, danophile et scandinaviste convaincu, développe une conception de la nation plus mystique et plus universelle :

« *La liberté norvégienne a nourri l'espoir d'une harmonieuse trinité nordique. Le développement de la Norvège indépendante dans l'esprit nordique servira l'achèvement de l'œuvre commune.* <sup>19</sup> »

Le scandinavisme n'est pas une idéologie politique, mais plutôt un sentiment diffus d'appartenance à une même communauté de culture, qui connaît un réel succès parmi les étudiants, les universitaires et les écrivains. Jusqu'à un certain point, il peut s'apparenter aux mouvements nationalistes qui, à la même époque, œuvrent aux unifications italienne et allemande, bien que l'agression prussienne contre le Danemark en 1864 achève de réduire à néant les illusions de ceux qui voyaient dans cette idéologie le levier d'une solidarité politique entre pays scandinaves. Dans la dernière phrase de son discours, Welhaven invoque la complémentarité et l'imbrication du nationalisme norvégien avec le scandinavisme : autant de facteurs qui feraient émerger une transcendance, une ouverture vers l'universel, selon lui indispensable à la nation norvégienne. La communauté culturelle scandinave est libératrice de la nation norvégienne ; et la liberté de cette dernière permet réciproquement un accomplissement de cette communauté culturelle. Ainsi, il s'avère que nationalisme et scandinavisme ne sont ainsi pas toujours antinomiques dans l'esprit de nombreux contemporains : pareillement, des écrivains comme Bjørnson, qui participe aux assemblées d'étudiants scandinaves, ou Ibsen, auteur de poèmes célébrant la fraternité des peuples du Nord, sont aussi des figures importantes du mouvement romantique norvégien. Dans le même ordre d'idées, le nationalisme norvégien s'accommode de l'unionisme avec la Suède, au moins jusque dans les années 1870.

#### La stratégie radicale : le mouvement linguistique comme mouvement social et politique

À partir des années 1870, la Norvège connaît un processus de diversification sociale important. Comme on l'a vu, le nationalisme et le radicalisme se renforcent dans l'arène politique. Le *Cercle de l'Intelligence* subit l'usure du pouvoir et les assauts de la gauche au *Storting*, qui se focalisent notamment sur la réforme des institutions. Sur le plan culturel, les années 1870 marque le début de la déchristianisation de la société norvégienne et de la *Percée des Modernes*, phénomène global, à la fois littéraire et social, et qui se caractérise par son radicalisme : par conséquent, un nouveau projet national émerge, sans toutefois totalement s'imposer, dans la Norvège des années 1870. Ce projet est, à certains égards, héritier du projet national romantique, et il se focalise sur la question linguistique.

L'un des premiers à évoquer le problème de la langue norvégienne est le poète Henrik Wergeland, farouche opposant du *Cercle de l'Intelligence*, lié cependant au mouvement romantique national : en utilisant des idiomes norvégiens particuliers dans ses écrits, il s'attire les foudres de Peder Andreas Munch qui, bien que fondateur de l'école historique norvégienne, rappelle en 1832 que la seule langue écrite de la Norvège est le danois<sup>20</sup>. Toutefois, la figure la plus emblématique de ce mouvement est sans aucun doute Ivar Aasen.



En 1836, ce linguiste autodidacte, issu d'une famille pauvre de la côte ouest, imagine un plan visant à instaurer une « *langue nationale indépendante*. » Il prône la construction d'une langue à partir du vieux norrois médiéval et des dialectes ruraux « purs » de la côte ouest et des régions montagneuses. Dans les années 1842-1847, il reçoit une bourse pour effectuer un voyage d'étude, dont sont issus la plupart de ses ouvrages sur la langue populaire norvégienne<sup>21</sup>. De manière synthétique, on peut décrire ce projet atypique comme un phénomène de renationalisation d'une langue<sup>22</sup>. Aasen est influencé par les théories de l'Allemand Herder, qui, en 1774, définit le concept de génie national : sa conception ethnique de la nation fait référence à l'irréductible originalité de chaque peuple, et elle entre dans le cadre de la réaction romantique européenne face à l'universalisme abstrait des Lumières et du classicisme, réaction qui touche particulièrement les pays germaniques. Dans cette perspective, Aasen cherche à retrouver le souffle du génie national norvégien dans les formes les plus archaïques des langues dialectales, réputées pures, car peu influencées par le danois.

Bien qu'idéologue, marqué par le romantisme national<sup>23</sup>, Ivar Aasen n'est pourtant pas directement à l'origine de la politisation du mouvement linguistique. La plupart de ses ouvrages connaissent certes un réel succès public. À partir de 1858, alors que le romantisme national est sur le déclin, Aasen voit sa démarche encouragée par des réseaux (notamment à Bergen) et par des écrivains, comme Bjørnstjerne Bjørnson<sup>24</sup>, Arne Garborg et Aasmund Olavsson Vinje, qui s'impliquent davantage dans la politisation de ce mouvement, en le rattachant explicitement au mouvement de construction identitaire. En dépit de ses complexités et de son caractère archaïque, la langue d'Aasen passe du statut de création individuelle à celui de projet collectif pour les intellectuels de la nouvelle génération : ceux que l'on appelle en norvégien les *målmenn*<sup>25</sup>, c'est-à-dire pour un groupe d'individus qui tentent de faire reconnaître leur légitimité sociale face à l'élite des fonctionnaires, au nom des intérêts du peuple paysan. Au sens sociologique du terme, on peut dire qu'il s'agit là des premiers intellectuels norvégiens, et c'est en partie pour eux que le terme de *poétocratie* est forgé au cours de même époque<sup>26</sup>.

Ainsi, en 1876, l'écrivain Arne Garborg publie dans le journal *Aftenposten* un véritable appel, qui voudrait convaincre de l'idée selon laquelle question linguistique et mouvement national sont consubstantiellement liés :

« *Nous, les hommes de la langue nouvelle [målmenn], en tous cas la plupart d'entre nous, nous croyons fermement que de ce travail, avec l'œuvre du temps, pourra se développer quelque chose de plus, que par exemple notre littérature « populaire » peut progressivement évoluer vers une forme plus universelle, et donc vers une authentique littérature nationale, et qu'avec ceci, dans le même temps, et comme condition, il peut se développer ainsi une véritable nation norvégienne : par le mélange continu des races<sup>27</sup> et par la croissance spirituelle plus forte des éléments nationaux, comme par la possible ascension de l'amour de la patrie et de la conscience nationale vers la Vérité, la Force et la Clarté. Nous, beaucoup d'entre nous, le croyons. C'est notre idée historique la plus haute, c'est dans le travail, notre rêve ; le rêve qui nous porte, qui nous rend forts et qui nous donne espérance. Cela, nous l'écrivons sincèrement.* <sup>28</sup> »

Cet appel résume de manière explicite le projet des *målmenn*. La question linguistique renvoie nécessairement à une question identitaire, mais la déclaration de Garborg va au-delà encore : la nation apparaît comme un organisme vivant, le creuset par lequel il est possible d'atteindre des valeurs supérieures. Or, pour Garborg, il s'agit là d'un projet d'avenir, qui n'est pas abouti dans les années 1870, et qui justifie le combat de ses coreligionnaires. En dépit de la modernisation nationale impulsée par les fonctionnaires liés au *Cercle de l'Intelligence*, en dépit de l'importance du mouvement romantique national, Garborg estime en fait que la nation norvégienne n'existe pas encore, et qu'il est du devoir des intellectuels norvégiens de promouvoir cet idéal. Sa position est non seulement remarquable par son caractère

messianique et démiurgique (qui explique le terme de *poétocratie*) mais elle se distingue aussi par son radicalisme. Cela, de la part d'un auteur très influent dans les années 1870-1880, trouve un écho certain dans la sphère publique : les institutions ou organisations susceptibles de favoriser la nouvelle langue norvégienne se multiplient au niveau local, en particulier lorsque la gauche libérale fait voter en 1885 une loi sur l'égalité officielle des deux langues (*riksmål* et *landsmål*), peu après son accession au pouvoir. Par la suite, le *landsmål* acquiert une réelle légitimité en tant que langue de culture et langue officielle, et sa position se renforce au moins jusqu'à la Seconde guerre mondiale. On comprend mieux le rôle fondamental de ces intellectuels dans la société norvégienne au cours de cette période : ils s'emploient à une politisation du mouvement linguistique, qui doit leur permettre de conquérir les sphères du pouvoir et de réaliser leur projet *norvégianisant*<sup>29</sup>. Dans ce projet, l'archétype idéal du Norvégien est le paysan provincial, tandis que le symbole d'une certaine forme d'aliénation culturelle est le bourgeois citadin.

Notons toutefois que les *målmenn* n'utilisent pas systématiquement la langue qu'ils tentent de promouvoir : l'utilisation varie en fonction du type de document produit, et Ivar Aasen lui-même, qui obtient le statut de héros mythologique du mouvement néo-norvégien, utilise pourtant le *riksmål* dans son journal intime<sup>30</sup>. On peut naturellement interpréter cet état de fait comme une conséquence du caractère politique de ce mouvement : la renationalisation de la langue norvégienne est un phénomène qui se cantonne surtout dans la sphère publique, au moins jusque dans les années 1890, et c'est en cela qu'elle apparaît en partie comme la manifestation d'une stratégie globale de la part de groupes en pleine ascension sociale, dans un contexte de renouvellement des élites nationales. Se positionner publiquement en faveur d'une *norvégianisation* de la langue écrite équivaut à réfuter la légitimité sociale des élites traditionnelles, et à affirmer un nouveau statut symbolique, construit sur un projet national alternatif.

À ce stade, Øystein Sørensen remarque toutefois un problème, qui permet de saisir toutes les complexités de la question nationale en Norvège : celui de l'incertaine concomitance entre le projet des *målmenn*, et le mouvement proprement politique des partisans d'une sécession politique, qui ne sont pas nécessairement des *målmenn*. Les uns se battent en effet contre l'influence séculaire de la langue danoise sur la culture norvégienne, les autres voient dans la domination politique suédoise le véritable problème de la nation norvégienne. La gauche ne compte pas que des *målmenn*, et la droite conservatrice compte, dans les années 1890, des partisans farouches de l'indépendance. La coïncidence de ses intérêts multiples ne va pas encore de soi, et on touche là, de toute évidence, à la limite du projet *norvégianisant* dans sa version radicale : son caractère utopique. Cet angle mort s'explique lui-même par le hiatus entre sphère littéraire et sphère politique, et donc par les significations différentes que revêtent le nationalisme culturel et le nationalisme strictement politique.

## Conclusion

À la lumière des faits énoncés plus haut, on peut tenter de caractériser brièvement le nationalisme norvégien comme un mouvement qui conserve son caractère libéral pendant la majeure partie du XIX<sup>e</sup> siècle, dans la mesure où il est parallèle au processus de démocratisation. Certes, la construction identitaire norvégienne est un phénomène plus complexe, qui se nourrit à diverses sources, et où l'élément ethnique est souvent présent ; mais en tant que mouvement strictement politique, le nationalisme norvégien se situe essentiellement à la gauche du spectre politique, du moins avant 1905, dans la mesure où les notions de nation et de peuple tendent à se confondre. Cette évolution s'explique entre autres

par la résonance du romantisme national, ou encore du projet des *målmenn*, qui contribuent à donner au nationalisme norvégien sa connotation populaire, sociale, anti-élitiste et anti-urbaine. Mais au-delà du simple facteur idéologique : la montée en puissance d'une « poétocratie » norvégienne, plus globalement, la multiplication des stratégies nationales, derrière laquelle on devine le mouvement de diversification sociale, enfin l'indéniable développement matériel du pays dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>31</sup>... de ces tendances profondes résultent aussi les événements de 1905 ; celles-ci permettent par ailleurs d'appréhender la complexité du fait national dans un pays, qui compte aujourd'hui trois langues officielles<sup>32</sup> pour une population de moins de cinq millions d'habitants.

*Aladin Larguèche, doctorant en histoire, laboratoire Framespa (Université de Toulouse le Mirail) / Forum for universitetshistorie (Université d'Oslo)*

---

<sup>1</sup> L'Islande et la Suisse sont les deux autres pays d'Europe de l'Ouest à n'être pas membres de l'Union européenne, mais ils n'ont jamais déposé de demande d'adhésion formelle à ces institutions. La Suisse a rejeté cette éventualité par référendum en 1992. Ces trois pays se caractérisent par un haut niveau de vie et de richesse économique, ce qui peut aussi expliquer leur position géopolitique.

<sup>2</sup> À ce sujet, voir l'ouvrage de Narve FULSÅS, *Historie og nasjon: Ernst Sars og striden om norsk kultur*, Oslo, Universitetsforlag, 1999, 317 p.

<sup>3</sup> MONRAD Marcus Jacob, "Om Philosophiens Betydning for Nationaliteten", in *Nor : Tidsskrift for Videnskab og Literatur*, Christiania, Publié par la *Société norvégienne des étudiants*, 1845, vol. 3, pp. 104-122.

<sup>4</sup> SØRENSEN Øystein, *Kampen om Norges sjel 1770-1905*, (*Norsk idé historie* vol. 3), Oslo, Aschehoug, 2001, 444 p.

<sup>5</sup> JENSEN Magnus, *Norges historie: Unionstiden 1814-1905*, Oslo / Bergen, Universitetsforlaget, 1963, p. 117.

<sup>6</sup> RIISBERG PAULSEN Haakon, "Den hypotetiske union. Utkast til ny riksakt fra Den annen unionskomité", in *Rett, nasjon, Union: Den svensk- norske unions rettslige historie 1814-1905*, Oslo, Universitetsforlaget, pp. 117-134.

<sup>7</sup> L'article 86 de la Constitution d'Eidsvoll prévoie ainsi que « celui qui obéit à un ordre, dont le but est d'attenter à la paix et à la sécurité du Storting, se rend en conséquence coupable de trahison envers la patrie. »

<sup>8</sup> Le Storting est divisé en deux chambres parlementaires: l'*Odelsting*, qui rassemble trois quarts des députés, et le *Lagting*, qui rassemble le quart restant. Le *Lagting* dispose d'une fonction particulière, puisque ses députés sont éventuellement juges dans les affaires de destitution de ministres, de juges suprêmes ou de députés (article 87 de la Constitution.) Il constitue donc, avec la Haute Cour norvégienne (*Høyesterett*), l'une des pièces maîtresses du pouvoir judiciaire en Norvège. En effet, dans les cas où celui-ci doit statuer sur les affaires à la légalité constitutionnelle douteuse ou incertaine, la *Haute Cour* ainsi que le *Lagting* se constituent en Cour Suprême de justice (*Riksrett*) Par conséquent, Johan Sverdrup ne pouvait pas engager de procédure auprès de celle-ci, s'il ne bénéficiait pas d'une majorité parlementaire suffisante. C'est aussi la raison pour laquelle il attend les élections de 1882.

<sup>9</sup> La politique extérieure est traditionnellement une prérogative du Bernadotte, souverain de deux royaumes distincts. Or, la loi de 1885, en permettant une implication plus grande du gouvernement suédois dans les affaires extérieures, provoque un déséquilibre manifeste dans les rapports avec la Norvège, qui perd ainsi toute possibilité d'influer sur la politique extérieure de la Double monarchie. Le vote de cette loi suédoise peut ainsi être considéré comme l'élément déclencheur de la longue polémique sur la nécessité de revoir les modalités de l'Union en matière de politique extérieure... polémique qui mène aux événements de 1905.

<sup>10</sup> Le cabinet commun, où s'élabore en théorie la politique étrangère, comprend le roi et deux ministres suédois, ne laisse place à une représentation norvégienne que lorsque des affaires diplomatiques concernent directement la Norvège. La loi de 1885 ajoute par ailleurs un ministre suédois de plus, ce qui tend à diminuer l'influence propre du roi.

<sup>11</sup> Le roi Oscar II refuse ainsi de signer la loi instituant des consulats norvégiens en 1892 et 1895.

<sup>12</sup> MESTAD Ola, "Unionsoppløysinga i 1905: parlamentarisme, strategi og statsrett", in *Rett, Nasjon, Union: den svensk- norske unionens rettslige historie 1814-1905*, op. cit. p. 354.

<sup>13</sup> Déclaration parlementaire du 7 juin 1905, protocole du gouvernement provisoire, Archives Royales (*Riksarkivet*)

<sup>14</sup> NANSEN Fridtjof, *Télégramme du 8 juin 1905*, *Standard*, Londres, cité dans NIELSEN Yngvar, *Norge i 1905*, Horten, C. Andersen, 1906, p. 358-359.

- 
- <sup>15</sup> SEIP Jens Arup, *Fra embedsmansstat til ettpartistat og andre essays*, Oslo, Universitetsforlaget, 1963, p. 78.
- <sup>16</sup> SØRENSEN Øystein, *Norsk idéhistorie: kampen om Norges sjel 1770-1905*, Oslo, Aschehoug, 2001, 444 p.
- <sup>17</sup> Ibid. p. 161.
- <sup>18</sup> KEYSER Rudolf, *Om Nordmændenes Herkomst og Folkeslægtskap*, Christiania, Société pour l'histoire de la langue du peuple norvégien, 1843, pp. 263-462.
- <sup>19</sup> WELHAVEN Johan Sebastian, « Pour la Norvège : Discours à l'occasion de la Célébration des étudiants nordiques de Christiania, 13 janvier 1846 », cité dans l'anthologie de EBBESTAD HANSEN Jan Erik, *Norsk tro og tanke*, vol. 2, Oslo, Tano Aschehoug, 1998, p. 145.
- <sup>20</sup> SØRENSEN Øystein, *Norsk idéhistorie: kampen om Norges sjel 1770-1905*, op. cit. p. 158.
- <sup>21</sup> *Grammaire de la langue populaire norvégienne* (1848), *Dictionnaire de langue populaire norvégienne* (1850)
- <sup>22</sup> CABANEL Patrick, *La question nationale au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Découverte, 1997, p. 28.
- <sup>23</sup> Pour Aasen, le *landsmål* doit servir à l'intégration nationale. In SØRENSEN Øystein, *Norsk idéhistorie: kampen om Norges sjel 1770-1905*, op. cit. p. 212.
- <sup>24</sup> Toutefois, dans les années 1880, Bjørnson change d'orientation et tente de promouvoir la langue écrite traditionnelle.
- <sup>25</sup> Il est difficile de traduire cette expression en français : on pourrait dire « *les hommes de la nouvelle langue*. »
- <sup>26</sup> La plupart des activistes de ce mouvement sont des instituteurs issus des milieux ruraux. Voir GRIPSRUD Jostein, « Intellectuals as constructors of cultural identities », in *Cultural studies*, Londres, Routledge, vol. 8, n°2, mai 1994, pp. 224.
- <sup>27</sup> Dans cette référence au mélange des races, il est important de noter que les éléments étrangers évoqués sont en fait les élites norvégiennes elles-mêmes, dont Garborg remarque la filiation avec la bourgeoisie d'origine étrangère dans les siècles précédents, en particulier les fonctionnaires danois. Cette association, sans être abusive, relève cependant du cliché. La conception de Garborg est de la nation norvégienne est ainsi très ethnique, bien qu'elle tente de se projeter vers des valeurs universelles.
- <sup>28</sup> GARBORG Arne, *Den ny-norske Sprog og Nationalitetsbevægelse*, Christiania, 1877. Texte cité dans l'anthologie de EBBESTAD HANSEN Jan Erik, *Norsk tro og tanke*, op cit. p. 184.
- <sup>29</sup> À ce sujet, voir les travaux de Ellen RODVANG, *Sosial åpning, kulturell erobring : målsak og målmenn ved det kongelige Fredriks universitet*, Oslo, mémoire de mastaire, 1999, 153 p.
- <sup>30</sup> SØRENSEN Øystein, *Kampen om Norges sjel 1770-1905*, op. Cit. p. 352.
- <sup>31</sup> À propos des facteurs économiques, soulignons encore que c'est l'impossibilité de régler la question d'un réseau consulaire norvégien autonome qui est à l'origine de la sécession de 1905.
- <sup>32</sup> Le dano norvégien, le néo-norvégien et le lapon.